

RÈGLEMENT NUMÉRO 2020-185



Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton

RÈGLEMENT SUR LES PERMIS ET CERTIFICATS

PREMIER PROJET

GESTIM INC
Services d'inspection municipale et d'urbanisme
1447, rue Sainte-Catherine
Saint-Jude (Québec) J0H 1P0
(450) 792-2440



CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Numéro de règlement	Date de l'avis de motion	Date d'adoption	Date d'entrée en vigueur
2020-185			

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES	6
SECTION 1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	6
1.1	TITRE DU RÈGLEMENT	6
1.2	RÈGLEMENTS ABROGÉS	6
1.3	TERRITOIRE ASSUJETTI	6
1.4	VALIDITÉ	6
1.5	DOMAINE D'APPLICATION	6
SECTION 2	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	7
1.6	APPLICATION DU RÈGLEMENT ET POUVOIR D'INSPECTION	7
1.7	EFFETS DE L'APPROBATION D'UN PERMIS OU D'UN CERTIFICAT	7
1.8	OBLIGATIONS LIÉES AU PERMIS	7
1.9	INFRACTIONS ET PEINES	7
1.10	POURSUITES PÉNALES	8
1.11	RECOURS CIVILS	8
SECTION 3	DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	8
1.12	DIMENSIONS ET MESURES	8
1.13	INTERPRÉTATION DU TEXTE	8
1.14	PLANS, GRAPHIQUES SYMBOLES ET GRILLES DES USAGES ET DES NORMES	8
1.15	INTERPRÉTATION EN CAS DE CONTRADICTION	9
1.16	PRESENCE	9
1.17	TERMINOLOGIE	9
1.18	ÉCRITEAU ET DOCUMENT DE CHANTIER	9
CHAPITRE 2	DISPOSITIONS RELATIVES À L'OBTENTION DES PERMIS ET CERTIFICATS	9
SECTION 1	PERMIS DE LOTISSEMENT	9
2.1	OBLIGATION D'OBTENIR UN PERMIS DE LOTISSEMENT	9
2.2	PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE PERMIS DE LOTISSEMENT	10
2.3	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGÉS	10
2.4	CONDITIONS D'ÉMISSION DU PERMIS DE LOTISSEMENT	10
2.5	DEMANDE CONFORME	11
2.6	DEMANDE SUSPENDUE	11
2.7	DEMANDE NON CONFORME	11
2.8	CADUCITÉ DU PERMIS DE LOTISSEMENT	11
SECTION 2	PERMIS DE CONSTRUCTION	12
2.9	OBLIGATION D'OBTENIR UN PERMIS DE CONSTRUCTION	12

2.10	PRESENTATION DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION	12
2.11	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGES	12
2.12	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS ADDITIONNELS EXIGES POUR UNE INSTALLATION D'ELEVAGE	14
2.13	RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS EXIGES POUR L'UTILISATION D'UN MATELAS DE PAILLE D'ORGE FLOTTANT SUR UN LIEU D'ENTREPOSAGE DE DEJECTIONS ANIMALES	16
2.14	RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS EXIGES POUR UNE CONSTRUCTION EN ZONE AGRICOLE	16
2.15	RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS EXIGES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE EOLIENNE DOMESTIQUE	17
2.16	RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS EXIGES POUR LA CONSTRUCTION D'UNE EOLIENNE COMMERCIALE	18
SECTION 3	PERMIS D'INSTALLATIONS SEPTIQUES	18
2.17	OBLIGATION D'OBTENIR UN PERMIS	18
2.18	PRESENTATION DE LA DEMANDE DE PERMIS POUR INSTALLATIONS SEPTIQUES	18
2.19	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGES	18
2.20	EXIGENCES AVANT LE RECOUVREMENT	20
2.21	BATIMENT AUTRE QU'UNE RESIDENCE ISOLEE	20
SECTION 4	PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES	20
2.22	OBLIGATION D'OBTENIR UN PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES	20
2.23	PRESENTATION DE LA DEMANDE DE PERMIS	20
2.24	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGES	21
SECTION 5	CERTIFICATS D'AUTORISATION	21
2.25	OBLIGATION D'OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION	21
2.26	PRESENTATION DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION	23
2.27	RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS EXIGES	23
2.28	IMPLANTATION D'UN GITE TOURISTIQUE	24
2.29	IMPLANTATION OU AGRANDISSEMENT D'UN CAMPING	24
2.30	CONSTRUCTION EN ZONE A RISQUES DE CRUES	24
2.31	ABATTAGE D'ARBRES	25
2.32	IMPLANTATION D'UNE PISCINE HORS TERRE, CREUSEE, SEMI-CREUSEE OU DEMONTABLE	25
2.33	INSTALLATION ET MODIFICATION DE TOUTE ENSEIGNE, DE TOUTE AFFICHE ET DE TOUT PANNEAU RECLAME	26
2.34	TRAVAUX DE REMBLAI ET DEBLAI	26
2.35	DEPLACEMENT D'UNE CONSTRUCTION	27
2.36	DEMOLITION D'UNE CONSTRUCTION	27
2.37	GARDE D'ANIMAUX DE FERMES LA GARDE DE POULES ET LA CONSTRUCTION D'UN POULAILLER ET DE SON ENCLOS DE PROMENADE.	28
SECTION 6	CONDITIONS D'EMISSION ET VALIDITE DES PERMIS ET CERTIFICATS	28

2.38	CONDITIONS D'EMISSION DES PERMIS ET CERTIFICATS	28
2.39	DEMANDE CONFORME	28
2.40	DEMANDE SUSPENDUE	28
2.41	DEMANDE NON CONFORME	29
2.42	CADUCITE DU PERMIS DE CONSTRUCTION	29
2.43	CADUCITE DU PERMIS D'INSTALLATION SEPTIQUE	29
2.44	CADUCITE DU PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES	29
2.45	CADUCITE DU CERTIFICAT D'AUTORISATION	29
2.46	RESPONSABILITE MUNICIPALE	29
SECTION 7	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TARIFS	29
2.47	TARIF DES PERMIS	29
CHAPITRE 3	DISPOSITIONS FINALES	32
SECTION 11	ENTREE EN VIGUEUR	32
3.1	ENTREE EN VIGUEUR	32

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1 Titre du règlement

Le présent règlement est cité sous le titre «Permis et Certificats» et porte le numéro 2020-185.

1.2 Règlements abrogés

Le règlement numéro 2006-22 et ses amendements sont abrogés.

Est également abrogée toute disposition d'un règlement de la municipalité qui est incompatible ou inconciliable avec le présent règlement.

1.3 Territoire assujetti

Le présent règlement s'applique au territoire de la municipalité de Saint-Valérien-de-Milton.

1.4 Validité

Le Conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, sous-alinéa par sous-alinéa de manière à ce que si un chapitre, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un alinéa ou un sous-alinéa de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

1.5 Domaine d'application

La délivrance des permis de construction, des permis de lotissement ou d'un certificat d'autorisation doit se faire en conformité avec les dispositions du présent règlement. Le présent règlement vise toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

Aucune disposition du présent règlement ne doit être considérée comme une exonération de la part de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de respecter les obligations qui lui incombent à l'égard notamment de ses voisins, en vertu des dispositions du *Code civil du Québec* ou de toute disposition d'une autre loi.

SECTION 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.6 Application du règlement et pouvoir d'inspection

L'inspecteur en bâtiment est responsable de l'application du présent règlement.

Il est, à cette fin, autorisé à visiter et à examiner, de 7h à 19h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment, édifice ou construction quelconque pour constater si le présent règlement ou tout autre règlement dont il est chargé d'appliquer y est exécuté.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une telle propriété est tenu de recevoir l'inspecteur en bâtiment et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution de ces règlements.

1.7 Effets de l'approbation d'un permis ou d'un certificat

L'émission d'un permis de construction, de lotissement, d'un certificat d'autorisation ou d'un certificat d'occupation ne peut constituer d'aucune sorte une obligation quelconque pour la municipalité.

L'approbation par l'inspecteur en bâtiment d'un tel permis ou certificat ne peut pas constituer, notamment, pour la municipalité une obligation d'accepter la cession des rues et voies proposées paraissant au plan, ni de décréter l'ouverture de ces rues ou voies, ni d'en prendre à sa charge les frais de construction et d'entretien, ni d'en assumer les responsabilités civiles, ni de fournir des services d'utilité publique.

1.8 Obligations liées au permis

Le détenteur d'un permis de construction doit fournir à l'inspecteur en bâtiment un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre, à l'intérieur d'un délai de six mois du début de la construction ou de l'assemblage d'un bâtiment principal autre qu'agricole.

Avant le remblayage de toute excavation, le détenteur de permis ou de certificat doit communiquer avec l'inspecteur en bâtiment afin de s'assurer que les raccordements au réseau public sont installés conformément au règlement applicable.

1.9 Infractions et peines

Toute infraction à une disposition du présent règlement est passible d'une amende minimale de 200 \$ et les frais, et maximale de 1 000 \$ et les frais pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, et minimale de 400 \$ et les frais et maximale de 2 000 \$ et les frais pour une première infraction, si le contrevenant est une personne morale.

Pour toute récidive, le montant de l'amende minimale, dans le cas d'une personne physique, est de 400 \$ et les frais et maximale de 2 000 \$ et les frais et, dans le cas d'une personne morale, d'une amende minimale de 1 000 \$ et les frais et maximale de 4 000 \$ et les frais.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, elle constitue jour après jour une infraction séparée et la peine est appliquée pour chaque jour qu'a duré l'infraction.

1.10 Poursuites pénales

Le Conseil autorise de façon générale l'inspecteur en bâtiment à entreprendre une poursuite pénale et à délivrer un constat d'infraction contre tout contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

1.11 Recours civils

En plus de recours pénaux, la municipalité peut exercer devant les tribunaux tous les recours civils à sa disposition pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

1.12 Dimensions et mesures

Toutes les dimensions et mesures employées dans le présent règlement sont exprimées en unité du Système international (système métrique).

1.13 Interprétation du texte

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

1. Quel que soit le temps du verbe employé dans le présent règlement, la disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer;
2. Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce chaque fois que le contexte se prête à cette extension;
3. Le genre masculin comprend le genre féminin, à moins que le contexte n'indique le contraire;
4. Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose "pourra" ou "peut" être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non;

1.14 Plans, graphiques symboles et grilles des usages et des normes

Font partie intégrante de ce règlement, les tableaux, plans, graphiques, symboles, grille des usages et des normes et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit qui y sont ou auxquels il réfère.

1.15 Interprétation en cas de contradiction

Dans le présent règlement, en cas de contradiction et à moins d'indication contraires, les règles suivantes s'appliquent :

1. Entre le texte et un titre, le texte prévaut ;
2. Entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;
3. Entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent ;
4. Entre le texte et la grille des usages et des normes, la grille prévaut.

1.16 Préséance

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition d'un autre règlement, ou entre deux dispositions du présent règlement, la disposition la plus spécifique prévaut sur la plus générale. Il en est de même lors d'une restriction ou une interdiction, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

1.17 Terminologie

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est donné à l'annexe A du règlement de zonage no 2020-185.

1.18 Écriteau et document de chantier

Le permis ou certificat d'autorisation émis en vertu du présent règlement est accompagné d'un écriteau. Cet écriteau doit être placé en évidence et maintenu sur le chantier par le détenteur du permis ou certificat. Une copie des plans, des devis et des documents approuvés lors de l'émission du permis ou du certificat doit être gardée sur le chantier.

Lorsque le permis concerne une nouvelle résidence, le numéro civique attribué par la municipalité au moment de l'émission du permis de construction doit être immédiatement et clairement affiché sur le site de la nouvelle construction projetée.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS RELATIVES À L'OBTENTION DES PERMIS ET CERTIFICATS

SECTION 1 PERMIS DE LOTISSEMENT

2.1 Obligation d'obtenir un permis de lotissement

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, les opérations cadastrales sont interdites sans l'émission préalable d'un permis de lotissement.

La réalisation des opérations cadastrales suivantes est autorisée sans l'obtention d'un permis de lotissement :

1. Une opération d'annulation ou de correction;

2. Une opération cadastrale effectuée dans le cadre de la préparation d'un plan de rénovation cadastrale du territoire conformément à la loi favorisant la réforme du *cadastre québécois* (l.r.q.,c.r-3.1) ;
3. Une opération cadastrale de propriété divise.

2.2 Présentation de la demande de permis de lotissement

La demande de permis de lotissement doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

2.3 Renseignements et documents exigés

La demande de permis de lotissement doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du propriétaire ou de son mandataire autorisé;
2. La délimitation, les dimensions, la superficie et l'identification cadastrale d'un lot projeté et l'identification de la zone touchée en vertu du règlement de zonage;
3. La délimitation et l'identification cadastrale d'un lot existant;
4. L'emplacement et les limites d'une rue existante;
5. L'emplacement, la nature légale d'une servitude existante ou projetée;
6. Lorsque le plan identifie une nouvelle voie de circulation ou le prolongement d'une voie de circulation existante, il doit en plus contenir les informations suivantes;
 - 6.1. La délimitation et l'identification cadastrale des terrains qui ont une limite avec le lot projeté;
 - 6.2. L'emplacement et les limites d'une rue existante avec laquelle une rue projetée communique;
 - 6.3. Le tracé, l'emprise, les dimensions et la pente d'une rue projetée;
7. L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, d'un milieu humide, la limite de la zone inondable, le cas échéant;
8. La pente d'une voie de circulation;
9. Les limites d'un boisé;
10. Une construction existante sur le terrain et sur un terrain adjacent;
11. Tout document ou renseignement additionnel nécessaire à la bonne compréhension du projet.

2.4 Conditions d'émission du permis de lotissement

L'inspecteur en bâtiment délivre le permis de lotissement si la demande respecte les éléments suivants:

1. Aucun permis de lotissement ne peut être délivré si l'opération cadastrale n'est pas conforme à la réglementation d'urbanisme municipale, aux droits acquis et privilèges consentis par le schéma d'aménagement, les plans et règlements d'urbanisme municipaux ou par dérogation mineure;
2. Respecte toutes les dispositions du présent règlement, du règlement de zonage, du règlement de lotissement, du règlement de construction, du règlement relatif à l'émission des permis de construction et de tout autre règlement municipal;
3. Est accompagnée de tous les renseignements et documents exigés par le présent règlement;
4. Le tarif pour l'étude de la demande du permis a été payé;
5. Les taxes municipales exigibles et impayées à l'égard des immeubles compris dans le plan ont été payées;
6. Le requérant s'est engagé par écrit à céder à la municipalité les voies de circulation montrées sur le plan et destinées à être publiques, conformément au règlement de lotissement, ainsi que toute autre infrastructure qui y est construite;
7. Le paiement requis au fonds de parcs a été effectué ou le requérant s'est engagé à céder les parcs, selon le cas, comme prévu au règlement de lotissement et lorsqu'applicable.

2.5 Demande conforme

Lorsque l'objet de la demande est conforme, l'inspecteur en bâtiment délivre le permis de lotissement dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande.

2.6 Demande suspendue

Si la demande, les renseignements ou les documents exigés sont incomplets et imprécis, l'inspecteur en bâtiment en avise le requérant et l'étude de la demande est suspendue jusqu'à ce que les renseignements nécessaires soient fournis par le requérant, et alors la demande est réputée avoir été reçue à la date de réception de ces renseignements additionnels.

2.7 Demande non conforme

Lorsque l'objet de la demande n'est pas conforme aux dispositions de ce règlement, l'inspecteur en bâtiment en avise, par écrit, le requérant dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande.

2.8 Caducité du permis de lotissement

Un permis de lotissement est caduc si le plan de l'opération cadastrale pour laquelle il a été émis n'est pas transmis pour dépôt au ministre responsable du cadastre division du cadastre, dans un délai de 180 jours de la date de l'émission du permis.

Dans ce cas, le requérant doit soumettre une nouvelle demande de permis de lotissement à la municipalité afin d'enregistrer l'opération cadastrale.

SECTION 2 PERMIS DE CONSTRUCTION

2.9 Obligation d'obtenir un permis de construction

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, tout projet de construction, de transformation, d'agrandissement ou d'addition de bâtiment et tout projet d'excavation aux fins mentionnées précédemment sont interdits sans l'obtention au préalable d'un permis de construction.

La réalisation des travaux suivants est interdite sans l'obtention au préalable d'un permis de construction :

1. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment principal ou d'une maison mobile;
2. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment accessoire ou d'un kiosque de vente de produits agricoles;
3. L'installation ou l'assemblage d'un bâtiment modulaire ou préfabriqué;
4. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'une antenne de télécommunication;
5. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la modification d'une installation d'élevage.

La réalisation des travaux suivants est autorisée sans l'obtention d'un permis de construction :

1. L'installation d'un abri d'hiver pour automobile, d'un vestibule d'entrée temporaire, d'une clôture à neige et d'un abri temporaire pour les arbres et arbustes;
2. L'installation d'un bâtiment temporaire utilisé sur les chantiers de construction ;
3. L'installation d'un gazebo ou pavillon de jardin, non permanent, sans fixation au sol, préfabriqué et généralement fait de métaux, de toile de moustiquaire et de plastique rigide, ce type de bâtiment doit respecter les marges de reculs des bâtiments accessoires prescrits au règlement de zonage en vigueur.

2.10 Présentation de la demande de permis de construction

La demande de permis de construction doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

2.11 Renseignements et documents exigés

La demande de permis de construction doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé;

2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre;
3. La description de la nature des travaux à effectuer et de l'usage actuel et projeté de la construction;
4. Un plan officiel de cadastre pour le terrain sur lequel la construction est projetée avec indication et description des servitudes s'il y a lieu;
5. Un plan d'implantation des constructions et aménagements projetés indiquant les dimensions, la forme et la superficie des bâtiments projetés, la topographie existante et le nivellement proposé par rapport à l'élévation de la rue la plus près. Au besoin, un plan d'implantation réalisé par un arpenteur géomètre;
6. La localisation des zones inondables, de la zone agricole, des lacs, des cours d'eau, des milieux humides et des fossés existants;
7. L'emplacement du branchement à un réseau d'égout ou à un réseau d'aqueduc;
8. L'emplacement de tout obstacle tel que borne-fontaine, ligne électrique, téléphonique ou de câblodistribution enfouie ou aérienne;
9. L'accès à la voie de circulation, l'emplacement et les dimensions de l'aire de stationnement et de l'aire de chargement;
10. Les plans, élévations, coupes, détails, devis et autres documents nécessaires à l'inspecteur en bâtiment pour une compréhension claire de la construction ou de l'usage projeté et pour s'assurer que toutes les dispositions des règlements s'appliquant en l'espèce soient respectées. Les plans soumis, pour tout nouveau bâtiment principal, doivent être à l'échelle.

Les plans de tout bâtiment qui ne sont pas réglementés par le chapitre 9 du Code de construction, à l'exception des bâtiments agricoles et des bâtiments accessoires, doivent être préparés par un architecte et, s'il y a lieu, par un ingénieur. Cette condition est requise tant pour une nouvelle construction que pour les travaux de transformation, de rénovation ou un agrandissement.

Dans le cas de travaux de rénovation à un bâtiment résidentiel, la demande de permis peut n'être accompagnée que d'un croquis illustrant les travaux projetés, pourvu que ces travaux ne nécessitent pas:

- a) L'enlèvement ou la construction d'un mur porteur ou d'une partie de mur porteur;
- b) L'enlèvement ou la coupe d'une solive, d'une poutre ou d'une colonne de support;
- c) L'enlèvement, le changement ou la fermeture d'un escalier ou autre moyen de sortie;
- d) La transformation d'un accès à l'issue ou d'une issue.

11. Les niveaux d'excavation de la rue et des égouts attenants au terrain, ainsi que du rez-de-chaussée du bâtiment et le niveau moyen du sol au périmètre d'implantation de la construction ;
12. Les mesures relatives à la protection contre les incendies ;
13. Tout document ou renseignement additionnel nécessaire à la bonne compréhension du projet.

2.12 Renseignements et documents additionnels exigés pour une installation d'élevage

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.11 du présent règlement, la demande de permis de construction visant la construction, la transformation, l'agrandissement ou la modification d'une installation d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des fumiers, l'augmentation du nombre d'animaux ou le remplacement du type d'animaux et le remplacement du mode de gestion des fumiers doit être accompagnée des renseignements et documents suivants indiquant la nature du projet et décrivant le milieu environnant, en deux exemplaires:

1. Pour tout permis de construction ou de certificat d'autorisation visant un usage qui ne nécessite pas l'application des distances séparatrices tel qu'un usage autre qu'agricole qui n'est pas un immeuble protégé ou un établissement de production animale de moins de 225 unités animales, les documents suivants sont requis :
 - a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant et de son représentant autorisé, le cas échéant;
 - b) Une description (texte et plan) de la nature des travaux, ouvrages ou constructions projetés faisant l'objet de la demande;
 - c) Le plan de cadastre ou d'opération cadastrale du site faisant l'objet de la demande, s'il y a lieu;
 - d) Une copie conforme de l'autorisation accordée par la Commission de protection du territoire agricole, lorsque requis par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41.1);
 - e) Une copie conforme du certificat d'autorisation du MELCC (ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques) ou une copie de l'accusé de réception du MELCC, d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MELCC;
 - f) Toute autre information requise pour une bonne compréhension de la demande.
2. Pour tout permis de construction ou certificat d'autorisation visant un usage agricole qui nécessitent l'application des distances séparatrices telle qu'un nouveau projet d'établissement de production animale ou l'agrandissement d'un établissement de production animale d'un établissement de production animale à plus de 225 unités animales, les documents suivants sont requis :

- a) Les documents requis au paragraphe 1 de cet article;
 - b) Un plan à l'échelle, préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur, indiquant :
 - Les points cardinaux;
 - Les limites du ou des lots visés par la demande;
 - La localisation et les distances, dans un rayon d'un kilomètre autour du projet visé par demande, des installations d'élevage ou d'entreposage, des périmètres d'urbanisation, des zones d'interdiction des périmètres de protection rapprochée, des zones sensibles des périmètres de protection rapprochée, des maisons d'habitation, et des immeubles protégés;
 - c) Une grille sur les distances séparatrices doit être complétée et fournie pour chaque installation d'élevage et ouvrage d'entreposage (nouvelle construction, agrandissement, modification) visés par la demande;
 - d) Un document faisant état de l'installation d'élevage ou d'entreposage à construire;
 - Les groupes ou catégories d'animaux;
 - Le nombre d'unités animales;
 - Le type et le mode de gestion des engrais de ferme (gestion solide ou gestion liquide);
 - Le type de toiture sur le lieu d'entreposage (absente, rigide, permanente, temporaire);
 - Le type de ventilation;
 - Toute utilisation d'une nouvelle technologie;
 - La capacité d'entreposage en mètre cube (m³);
 - Le mode d'épandage (Lisier : aéroaspersion, aspersion, incorporation simultanée ; Fumier : frais et laissé en surface plus de 24 heures, frais et incorporé en moins de 24 heures, compost);
 - e) Une copie conforme du certificat d'autorisation du MELCC ou une copie de l'accusé de réception du MELCC d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MELCC;
 - f) Toute autre information requise pour la bonne compréhension de la demande.
3. Pour tout permis de construction visant un usage autre qu'agricole tel qu'un immeuble protégé ou son agrandissement ou une maison d'habitation et qui nécessite l'application des distances séparatrices, les documents suivants sont requis :
- a) Un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage;

Ou, au choix ;

- b) Un rapport de localisation préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur réalisé à partir, soit d'une orthophoto à l'échelle 1 :10 000, soit d'une photo-aérienne à l'échelle 1 :15 000, indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage.

L'exigence de produire une orthophoto se limite à une maison d'habitation localisée dans les zones à l'extérieur de la zone agricole. Dans le cas de l'agrandissement d'une maison d'habitation, l'orthophoto est exigée lorsque la superficie au sol de l'agrandissement représente plus de 20 mètres carrés.

Sur demande d'un arpenteur-géomètre ou d'un ingénieur, la MRC peut fournir une orthophoto du secteur visé (rayon d'un kilomètre), sur paiement des frais établis.

2.13 Renseignements additionnels exigés pour l'utilisation d'un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales

En plus des documents et renseignements exigés à l'article 2.11 du présent règlement, pour tout permis relatif à l'utilisation d'un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales, la demande doit être accompagnée des informations supplémentaires suivantes :

1. Une attestation écrite à l'effet que le matelas de paille d'orge flottant respecte en tout point les règles de l'art applicables en la matière. Cette attestation doit être préparée et signée par un professionnel compétent, soit un ingénieur ou un agronome;
2. Un engagement écrit, signé par le propriétaire du lieu d'entreposage visé par l'utilisation du matelas de paille d'orge flottant, à déposer annuellement à la municipalité le formulaire joint en annexe au présent règlement concernant les renseignements dudit matelas. Le formulaire doit être signé par un professionnel compétent, soit un ingénieur ou un agronome.

2.14 Renseignements additionnels exigés pour une construction en zone agricole

Lorsqu'une demande de permis de construire est formulée dans une zone agricole décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA), la municipalité exige, en plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.11 du présent règlement, que l'exploitant agricole comme définie dans la LPTAA (article 79.2.4) situé au voisinage de l'immeuble faisant l'objet de la demande de permis, lui transmette tous les renseignements nécessaires à l'application des sous-sections 1.1 et 1.2 de la section II du chapitre III de la LPTAA et à l'application des normes relatives aux distances séparatrices édictées au règlement de zonage de la municipalité, par écrit et dans un délai de 15 jours de sa signification.

À défaut par l'exploitant de transmettre ces renseignements dans le délai fixé, la municipalité peut, aux frais de cet exploitant, recueillir tout renseignement nécessaire à l'application des dispositions de la LPTAA et du règlement de zonage. L'inspecteur en bâtiment peut s'adjoindre les services d'un agronome, d'un médecin vétérinaire, d'un technologue professionnel ou d'un arpenteur-géomètre.

1. Pour tout permis de construction ou certificats d'autorisation visant un usage autre qu'agricole tels qu'un immeuble protégé ou une maison d'habitation et qui nécessite l'application des distances séparatrices, les documents suivants sont requis:

- a) Un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage *dans un rayon de un kilomètre;*

ou, au choix

- b) Un rapport de localisation préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur réalisé à partir, soit d'une orthophoto à l'échelle 1:10 000, soit d'une photo-aérienne à l'échelle 1:15 000, indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage *dans un rayon de un kilomètre.*

L'exigence de produire une orthophoto se limite aux maisons d'habitation localisées dans les zones A au règlement de zonage (zone agricole dynamique, telle que délimitée au SAR de la MRC des Maskoutains). Dans le cas de l'agrandissement d'une maison d'habitation, l'orthophoto est exigée lorsque la superficie au sol de l'agrandissement représente plus de vingt mètres carrés (20 m²).

Sur demande d'un arpenteur-géomètre ou d'un ingénieur, la MRC des Maskoutains peut fournir une orthophoto du secteur visé (rayon d'un kilomètre), sur paiement des frais établis.

2.15 Renseignements additionnels exigés pour la construction d'une éolienne domestique

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.11 du présent règlement, la demande de permis pour la construction, la modification, le remplacement ou le déplacement d'une éolienne domestique doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. L'emplacement exact de toute éolienne, sa hauteur et ses caractéristiques, incluant les infrastructures complémentaires, le cas échéant;
2. L'emplacement de tout chemin ou infrastructure de transport d'électricité;
3. Les limites du terrain et l'identification cadastrale;
4. L'échéancier de réalisation des travaux;
5. Le coût des travaux.

2.16 Renseignements additionnels exigés pour la construction d'une éolienne commerciale

La demande de permis de construction visant la construction, l'installation, la modification ou le remplacement d'une éolienne commerciale doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. L'emplacement exact de toute éolienne commerciale, sa hauteur et ses caractéristiques, incluant les infrastructures complémentaires, le cas échéant;
2. L'emplacement de tout chemin ou infrastructure de transport d'électricité;
3. Une description du milieu environnant dans un rayon d'un minimum de 1500 mètres du projet indiquant l'emplacement des bâtiments résidentiels, des immeubles protégés, d'un périmètre urbain, des voies publiques, des bâtiments d'élevage, des réseaux de transport d'énergie publique, des réseaux de télécommunication, des gazoducs, des voies ferrées;
4. L'autorisation écrite du propriétaire du terrain ainsi que la durée de concession du terrain pour le permis à construire, lorsqu'applicable ;
5. Une copie de l'autorisation (bail) du ministère concerné devra être fournie lorsque la construction sera située sur les terres publiques ;
6. L'échéancier de réalisation des travaux;
7. Le coût des travaux.

SECTION 3 PERMIS D'INSTALLATIONS SEPTIQUES

2.17 Obligation d'obtenir un permis

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, toute construction, toute transformation, tout agrandissement ou toute réparation d'une installation septique sont interdits sans l'obtention au préalable d'un permis.

2.18 Présentation de la demande de permis pour installations septiques

La demande de permis de construction doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

2.19 Renseignements et documents exigés

La demande de permis doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé ;
2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre ;
3. La désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet

4. L'emplacement de tout obstacle tels arbre, borne-fontaine, ligne électrique, téléphonique ou de câblodistribution enfouie ou aérienne ;
5. L'accès à la voie de circulation, l'emplacement et les dimensions de l'aire de stationnement et de l'aire de chargement ;
6. L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, la ligne correspondant à la cote d'inondation 0-20 an et 20-100 ans, les limites d'une zone humide, un marais et un étang ;
7. La projection au sol de tout bâtiment existant ou projeté, l'usage d'un bâtiment et dans le cas d'un bâtiment occupé par un usage du groupe résidentiel, le nombre de chambres à coucher ;
8. Le nombre de chambres à coucher de la résidence isolée ou, dans le cas d'un autre bâtiment, le débit total quotidien ;
9. Une étude de caractérisation du site et du terrain naturel réalisée par une personne qui est membre d'un ordre professionnel compétent en la matière et comprenant :
 - a) La topographie du site;
 - b) La pente du terrain récepteur;
 - c) Le niveau de perméabilité du sol du terrain récepteur en indiquant la méthodologie utilisée pour établir le niveau de perméabilité du sol;
 - d) Le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol perméable, peu perméable ou imperméable, selon le cas, sous la surface du terrain récepteur;
 - e) L'indication de tout élément pouvant influencer la localisation ou la construction d'un dispositif de traitement;
10. Un plan de localisation à l'échelle montrant :
 - a) Les éléments de référence suivants sur le lot où un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées est prévu et sur les lots contigus que le système soit étanche ou non étanche :
 - i. Puits ou source servant à l'alimentation en eau;
 - ii. Lac ou cours d'eau;
 - iii. Marais ou étang;
 - iv. Conduite d'eau de consommation;
 - v. Limite de propriété ou résidence;
 - vi. Résidence;
 - vii. Conduite souterraine de drainage de sol;
 - viii. Haut d'un talus;
 - ix. Arbres.
 - b) La localisation prévue des parties du dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées ;
 - c) Le niveau d'implantation de chaque composante du dispositif de traitement;
 - d) Le niveau d'implantation de l'élément épurateur, du filtre à sable classique, du champ d'évacuation ou du champ de polissage par rapport au niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable ou peu perméable sous la surface du terrain récepteur.

11. Dans le cas d'un projet prévoyant un autre rejet dans l'environnement, les renseignements et le plan doivent faire état du milieu récepteur en indiquant :
 - a) Dans le cas où le rejet s'effectue dans un cours d'eau, le débit du cours d'eau et le taux de dilution de l'effluent dans le cours d'eau en période d'étiage, le réseau hydrographique auquel appartient le cours d'eau, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent ;
 - b) Dans le cas où le rejet s'effectue dans un fossé, le plan doit indiquer le réseau hydrographique auquel appartient le fossé, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent.
12. Tout autre renseignement et document requis en vertu du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (c. Q-2, r.22 ou version future).

2.20 Exigences avant le recouvrement

Toute personne installant ou modifiant une installation septique doit, une fois les travaux réalisés et avant de procéder, le cas échéant, au recouvrement de tout ou partie d'une installation septique (fosse et champs d'épuration) installée, réparée ou modifiée, attendre que la firme d'ingénieur ou technologue ayant préparé les plans et devis ait procédé à une inspection visuelle de cette installation et doit fournir un rapport de conformité à la municipalité suite à cette inspection. Ce rapport doit être fourni dans un délai de 60 jours.

2.21 Bâtiment autre qu'une résidence isolée

Si le dispositif doit desservir un bâtiment autre qu'une résidence isolée, les renseignements et documents mentionnés au présent article doivent être préparés et signés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces renseignements et documents doivent être accompagnés d'une attestation de l'ingénieur suivant laquelle le dispositif sera conforme au présent règlement et qu'il sera en mesure de traiter les eaux usées compte tenu de leurs caractéristiques. Le tout doit être conforme aux normes applicables. Tout autre renseignement et document requis en vertu du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (c. Q-2, r.22 ou version future).

SECTION 4 PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES

2.22 Obligation d'obtenir un permis de captage des eaux souterraines

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, tout projet de captage des eaux souterraines est interdit sans l'obtention au préalable d'un permis de captage des eaux souterraines.

2.23 Présentation de la demande de permis

La demande de permis pour effectuer les travaux de captage des eaux souterraines doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

2.24 Renseignements et documents exigés

La demande de permis de captage des eaux souterraines doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé;
2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre;
3. La localisation de l'ouvrage de captage projeté, du bâtiment, de la fosse septique et de l'élément épurateur;
4. Une description du type d'ouvrage de captage projeté ;
5. La localisation du ou des ouvrages de captage existants;
6. La localisation des installations septiques existantes sur les lots avoisinants;
7. La direction de l'écoulement des eaux de surface;
8. L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, la ligne correspondant à la cote d'inondation 0-20 an et 20-100 ans, les limites d'une zone humide, un marais et un étang;
9. La capacité de pompage recherchée;
10. Le nombre de personnes à alimenter quotidiennement;
11. Une confirmation de l'utilisation prévue, soit consommation humaine ou usage géothermique;
12. Le nom et les coordonnées du puisatier ou de l'excavateur ainsi que son numéro de permis de la *Régie du Bâtiment du Québec* (RBQ);
13. Tout autre renseignement et document requis en vertu du règlement sur prélèvement des eaux et leur protection (c. Q-2, r.35.2).

SECTION 5 CERTIFICATS D'AUTORISATION

2.25 Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, les travaux suivants sont interdits sans l'émission préalable d'un certificat d'autorisation :

1. Changement ou ajout d'un usage :
 - a. Changer l'usage d'un établissement;
 - b. Ajout d'un usage complémentaire autorisé
 - c. Implantation d'un gîte touristique;
 - d. Etablir un commerce à domicile;
 - e. La garde de poules et la construction d'un poulailler et de son enclos de promenade.
 - f. Implantation ou agrandissement d'un camping.
2. Travaux de rénovation
 - a. Les travaux de rénovation intérieure;

- b. La construction, la transformation, l'agrandissement, de toute ouverture (porte ou fenêtre) et escalier;
 - c. Le changement du revêtement extérieur et de toiture;
 - d. Les travaux de réparation d'une construction.
3. Travaux sur la rive, le littoral ou la plaine inondable
- a. Procéder à des travaux sur la rive ou le littoral d'un cours d'eau ou d'un lac. Ces travaux comprennent entre autres, tous les travaux ou ouvrages qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral;
 - b. Procéder à des travaux dans les zones d'inondation ou à risque de crues. Ces travaux comprennent entre autres, tous les travaux ou ouvrages qui sont susceptibles de nuire à la libre circulation des eaux en période de crue ou de mettre en péril la sécurité des personnes et des biens.
4. Autres travaux
- a. Eriger une clôture, un muret ou une haie;
 - b. L'abattage d'arbres à l'intérieur du périmètre urbain;
 - c. La construction, la transformation, l'agrandissement, ou la reconstruction d'une piscine horsterre, creusée, semi-creusés ou démontable ou pour ériger une construction donnant ou empêchant l'accès à une piscine. La personne qui a obtenu un permis pour installer une piscine démontable n'est pas tenue de faire une nouvelle demande pour la réinstallation d'une piscine démontable au même endroit et dans les mêmes conditions;
 - d. Procéder à l'installation et à la modification d'une affiche, panneau-réclame ou enseigne;
 - e. Travaux de remblai ou de déblai;
 - f. Aménager un stationnement ou un espace de chargement et de déchargement;
 - g. Faire une excavation, un fossé ou un égout dans une rue ou dans un pavage ou dans un trottoir;
 - h. Installer des conduites souterraines de distribution d'électricité, de téléphone ou de distribution de gaz;
 - i. Occuper de façon permanente la voie publique soit par empiètement, passage aérien ou souterrain, voûte souterraine ou utilisation quelconque;
 - j. Déplacer une construction;
 - k. Démolir une construction ;
 - l. Installer une fournaise extérieure ;
 - m. Installer un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales
5. Nonobstant ce qui précède, un certificat d'autorisation n'est pas requis pour réaliser les interventions suivantes :

- a. Réparer ou remplacer le revêtement du toit avec le même type de matériau;
- b. Installer des gouttières;
- c. Réparer le soffite;
- d. Réparer les garde-corps;
- e. Apposer le crépi sur une fondation;
- f. Réparer les fissures dans une fondation;
- g. Refaire les joints de briques;
- h. Installer ou réparer un drain français;
- i. Changer les briques abîmées (sans remplacer la majorité des briques sur un mur);
- j. Réparer une cheminée;
- k. Remplacer un revêtement de plancher avec le même type de matériau et de couleur;
- l. Réparer une clôture (sans en modifier la hauteur ni la localisation);
- m. La tenue d'une vente de garage ne nécessite pas de permis, mais le respect des dispositions au règlement de zonage est obligatoire ;
- n. Autres travaux de rénovation mineurs(ne modifiant pas de dimension ou de localisation de structures ou d'ouverture) :
 - rénovations extérieures, dont la valeur est inférieure à 2 000 \$;
 - rénovations intérieures, dont la valeur est inférieure à 10 000 \$.

2.26 Présentation de la demande de certificat d'autorisation

La demande de certificat d'autorisation doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

2.27 Renseignements et documents exigés

La demande de certificat d'autorisation doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé;
2. La date du début et de la fin des travaux et l'estimation du coût des travaux, incluant les matériaux et la main-d'œuvre;
3. Le type d'usage projeté ou existant, et l'identification de la zone conformément au règlement de zonage en vigueur;
4. La désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet ou, à défaut de désignation cadastrale, l'identification la plus précise du lieu où le projet sera réalisé;
5. Un plan d'implantation des constructions qui existent sur le terrain, l'identification à l'aide d'un plan d'implantation des dimensions et de leur localisation;
6. La localisation d'une nouvelle utilisation du sol sur un terrain;
7. L'identification précise de l'utilisation actuelle de l'immeuble;
8. Les plans, élévations, coupes, croquis et devis des constructions prévues;
9. Une évaluation du coût des travaux;

10. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

2.28 Implantation d'un gîte touristique

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'implantation d'un gîte touristique doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. La superficie projetée de l'usage;
2. Le nombre de chambres prévu;
3. Un croquis de l'aménagement intérieur des lieux;
4. Un croquis indiquant :
 - a) Toutes modifications projetées du bâtiment principal;
 - b) L'emplacement des détecteurs d'incendie et des extincteurs chimiques;
 - c) Toute enseigne projetée;
 - d) Les espaces de stationnement hors rue;
5. Une évaluation et une description du système de traitement des eaux usées existant;
6. Une description de toute autre activité ou usage du bâtiment principal;
7. Une démonstration que les aménagements respectent les dispositions du règlement de construction en vigueur;
8. Une copie de toute autorisation requise en vertu de la législation provinciale en vigueur;
9. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

2.29 Implantation ou agrandissement d'un camping

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'implantation d'un camping doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nombre d'emplacements existants et projetés;
2. La localisation des dispositifs de traitement des eaux usées existants et projetés;
3. Un certificat d'autorisation délivré par le ministère compétent;
4. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

2.30 Construction en zone à risques de crues

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, dans les zones à risques de crues, toute demande de certificat d'autorisation pour la construction de tout ouvrage doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Une description (texte et plans) de la nature des travaux, ouvrages ou constructions projetés faisant l'objet de la demande et les motifs de tels travaux;
2. Un plan de localisation à l'échelle du projet illustrant l'ensemble des renseignements suivants :
 - a) Les limites et les dimensions du terrain;
 - b) L'identification cadastrale;

- c) L'implantation du ou des bâtiments sur le terrain, incluant les marges de recul requises par la municipalité;
 - d) Les cotes d'élévation, ainsi que les limites des zones de faible et de grand courant par rapport à la ou aux constructions, relevées par un arpenteur géomètre, lorsque disponible. Le relevé doit être fait sur le niveau naturel du terrain sans remblai. Si un remblai a été effectué, le requérant doit démontrer que ce remblai a été effectué avant la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de remblai par un RCI;
 - e) Le tracé, le nom et l'emprise de toute voie de circulation existante ou projetée ayant une limite commune avec le terrain visé par la demande;
 - f) La description du sol actuelle et proposée dont les renseignements seront suffisants pour une bonne compréhension du site faisant l'objet de la demande (coupes, élévations, croquis, devis signés par un ingénieur);
3. Le dépôt d'une étude sur les diverses mesures d'immunisation devant être réalisées (étude préparée et approuvée par un membre de l'ordre des ingénieurs du Québec);
 4. Une copie du certificat d'autorisation émis par le ministère de l'environnement du Québec, s'il y a lieu;
 5. Un document indiquant les mesures d'immunisation réalisées par un membre de l'ordre des ingénieurs du Québec, approuvant les calculs relatifs à :
 - a) L'imperméabilisation;
 - b) La stabilité des structures;
 - c) L'armature nécessaire;
 - d) La capacité de pompage pour évacuer les eaux d'infiltration;
 - e) La résistance du béton à la compression et à la tension.
 6. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

2.31 Abattage d'arbres

Une demande de certificat d'autorisation pour procéder à l'abattage d'arbres doit être accompagnée des renseignements supplémentaires suivants.

1. L'identification du lot visé par la demande.
2. Le motif invoqué pour procéder à l'abattage de l'arbre.

2.32 Implantation d'une piscine hors terre, creusée, semi-creusée ou démontable ou pour ériger une construction donnant ou empêchant l'accès à une piscine

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant la construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'une piscine creusée ou hors terre ou pour ériger une construction donnant ou empêchant l'accès à une piscine doit être accompagnée des renseignements et documents suivant

1. Le nom du propriétaire de la piscine;
2. Adresse du propriétaire de la piscine;
3. Adresse où sera située la piscine (si différente de 2);
4. Type de piscine;

5. Année de construction;
6. Dimensions;
7. Croquis d'implantation ;
8. Description des dispositifs de sécurité.

2.33 Installation et modification de toute enseigne, de toute affiche et de tout panneau réclame

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'installation et la modification de toute affiche, panneau réclame et enseigne doit être accompagnée des renseignements et documents suivants:

1. Les noms, prénom et adresse du propriétaire de l'usage ou de l'établissement visé par la demande et de son mandataire s'il y a lieu;
2. Les noms, prénoms et adresses du propriétaire de l'immeuble où est située l'enseigne;
3. Les noms, prénom et adresse de l'entrepreneur qui en fait l'installation;
4. Le détail des ouvrages projetés;
5. Les documents suivants:
 - a) Une copie des plans de l'enseigne montrant :
 - i. Ses dimensions générales et les superficies de l'affichage,
 - ii. Sa hauteur au-dessus du niveau du sol ;
 - iii. Le dessin qu'elle porte (illustration et lettrage),
 - iv. La fixation de ladite enseigne au bâtiment ou au sol
 - b) Dans le cas d'une enseigne sur poteaux ou muret, un plan à l'échelle montrant les limites d'emprises des voies publiques, les autres limites de la propriété sur laquelle il est proposé d'ériger l'enseigne, la localisation de l'enseigne sur la propriété en relation avec les autres structures de la propriété;
 - c) Dans le cas d'une enseigne sur un bâtiment ou une construction, la largeur de la façade du bâtiment et la localisation exacte de l'enseigne;
6. Une identification des matériaux, de la méthode d'éclairage et de la méthode de fixation de l'enseigne à son support;
7. Autant de photographies qu'il est nécessaire pour montrer:
 - a) L'aspect extérieur de l'immeuble où l'enseigne est installée,
 - b) Toutes les parties des murs du bâtiment qui sont visibles de l'extérieur,
 - c) Toutes les enseignes existantes au moment de la demande;
 - d) Ces photographies doivent avoir été prises dans les 30 jours précédents la date de la demande de permis.

2.34 Travaux de remblai et déblai

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant des travaux de remblai et de déblai doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. La localisation des bornes-fontaines, des services d'infrastructures et des servitudes;
2. La direction d'écoulement des eaux de surface;
3. La nature du sol et du sous-sol;

4. La localisation des aires boisées;
5. Les dimensions et la superficie de terrain;
6. La localisation des lignes de rues;
7. La topographie existante par des côtes ou des lignes de dénivellation du terrain à des intervalles d'au moins un mètre;
8. Le nivellement proposé par rapport à la rue et aux terrains adjacents.

2.35 Déplacement d'une construction

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant le déplacement d'une construction doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. Les plans et élévations de l'immeuble;
2. Un plan de cadastre du terrain;
3. L'itinéraire, l'emplacement actuel et projeté, la date prévue du déplacement et le temps nécessaire pour le transport;
4. Un plan de la fondation et un plan d'implantation de l'immeuble, si la relocalisation se fait sur le territoire municipal;
5. Une photographie de l'immeuble à déplacer;
6. Une copie des autorisations requises par les divers services publics et parapublics;
7. Le dépôt en garantie d'un montant estimé provisoirement suffisant en vue d'assurer la réparation d'un préjudice pouvant éventuellement être causé à la municipalité en raison de ce déplacement.

Ces exigences ne s'appliquent pas pour un bâtiment accessoire d'une largeur inférieure à quatre (4) mètres carrés.

2.36 Démolition d'une construction

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant la démolition d'un bâtiment doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. La localisation du bâtiment à être démoli;
2. Des photographies du bâtiment;
3. Une copie des autorisations nécessaires au respect de la Loi;
4. Une description des règles de sécurité appliquées lors de la démolition;
5. La date à laquelle on projette de réaliser la demande et les délais requis pour cette démolition;
6. L'identification de la personne ou de l'entreprise responsable de la démolition, le temps probable de la durée des travaux et la destination des matériaux secs;

Dans tous les cas, le certificat, s'il est octroyé, peut restreindre l'autorisation de démolir à une période déterminée de la journée ou de la semaine. Le terrain doit être réaménagé dans les trente (30) jours suivant la démolition.

2.37 Garde d'animaux de fermes la garde de poules et la construction d'un poulailler et de son enclos de promenade.

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.27 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant la garde de poules et la construction d'un poulailler et de son enclos de promenade doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Un croquis de construction du poulailler et de l'enclos de promenade avec les dimensions des espaces;
2. Un croquis de la localisation du poulailler et de l'enclos de promenade avec les distances des lignes de terrains;
3. Le nombre de poules.

SECTION 6 CONDITIONS D'EMISSION ET VALIDITE DES PERMIS ET CERTIFICATS

2.38 Conditions d'émission des permis et certificats

L'inspecteur en bâtiment délivre le permis de construction si la demande:

1. Respecte toutes les dispositions du présent règlement, du règlement de zonage, du règlement de lotissement, du règlement de construction, d'un règlement adopté en vertu de l'article 116 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de tout autres règlement municipaux;
2. Si la demande est accompagnée de tous les renseignements et documents exigés par le présent règlement;
3. Si le tarif pour l'obtention du permis a été payé;
4. Si le demandeur a fourni, le cas échéant, les informations requises pour remplir la déclaration requérant un permis de construction en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de ses règlements.

2.39 Demande conforme

Lorsque l'objet de la demande est conforme, l'inspecteur en bâtiment délivre le permis de construction dans les trente jours de la date de réception de la demande.

2.40 Demande suspendue

Si la demande, les renseignements ou les documents exigés sont incomplets et imprécis, l'inspecteur en bâtiment en avise le requérant et l'étude de la demande est suspendue jusqu'à ce que les renseignements nécessaires soient fournis par le requérant, et alors la demande est réputée avoir été reçue à la date de réception de ces renseignements additionnels.

2.41 Demande non conforme

Lorsque l'objet de la demande n'est pas conforme aux dispositions de ce règlement, l'inspecteur en bâtiment en avise, par écrit, le requérant dans les trente jours de la date de réception de la demande.

2.42 Caducité du permis de construction

Un permis de construction est valide pour une période de douze mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de six (6) mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de 90 jours de la date d'émission du permis de construire.

2.43 Caducité du permis d'installation septique

Un permis d'installation septique est valide pour une période de douze mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de trois mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de 90 jours de la date d'émission du permis de construire.

2.44 Caducité du permis de captage des eaux souterraines

Un permis de captage des eaux souterraines est valide pour une période de six mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de trois mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de 90 jours de la date d'émission du permis de construire.

2.45 Caducité du certificat d'autorisation

Un certificat d'autorisation est valide pour une période de douze mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de six mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de 90 jours de la date d'émission du permis de construire.

2.46 Responsabilité municipale

L'émission d'un permis de construction par l'inspecteur en bâtiment ne constitue pas une attestation que le projet de construction soumis est entièrement conforme au *Code de Construction du Québec* et autres dispositions législatives gouvernementales. Il est du devoir du requérant de s'assurer qu'ils respectent ceux-ci.

SECTION 7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TARIFS

2.47 Tarif des permis

Des honoraires sont exigibles au requérant pour l'étude d'une demande de permis ou de certificats requis en vertu du présent règlement. Aucune demande de permis et certificats ne sera étudiée si le tarif applicable n'a pas été payé au moment où la demande est produite au bureau de la municipalité. En aucune circonstance ce tarif n'est remboursable.

Permis et certificats d'autorisation			
Type d'intervention			Tarifs
Lotissement et opération cadastrale			35,00 \$ pour chaque lot résultant de l'opération cadastrale
Construction	Bâtiment principal	Habitation	110,00 \$
		Agricole	110,00 \$
		Commercial, industriel, public, institutionnel et usage mixte	- 100,00 \$ pour superficie de plancher de 100 m2 et moins; - 20,00 \$ du 50 m2 additionnel sans dépasser un maximum de 350,00 \$
		Autres	30,00 \$
	Bâtiment accessoire	À des fins résidentielles	30,00 \$
		Autres	50,00 \$
Agrandissement ou addition d'étage	Bâtiment principal	Habitation	55,00 \$
		Autres	60,00 \$
	Bâtiment accessoire		20,00 \$
Démolition totale			30,00 \$
Démolition partielle			55,00\$
Déplacement d'une construction			15,00 \$. Le déplacement d'une maison mobile ou d'une maison usinée de l'usine à son site n'est pas assujéti au permis de déplacement, mais à un permis de construction.
Installation septique (construction, réparation, modification)			50,00 \$
Ouvrage de captage d'eau souterraine			30,00 \$
Abattage d'arbre ornemental dans le périmètre d'urbanisation			Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)
Affichage			15,00 \$
Aménagement d'une aire de stationnement			15,00 \$
Antenne d'une entreprise de télécommunication			15,00 \$

Auvent et marquise		Aucun certificat exigé
Centre de gestion de déchets ou de matières résiduelles		100,00 \$ renouvelable aux cinq (5) ans à la date d'émission du certificat d'autorisation
Chenil ou fourrière		<ul style="list-style-type: none"> - 100,00 \$ par année renouvelable à la date d'émission du certificat d'autorisation - Gratuit, si le propriétaire fait la preuve à la municipalité qu'il possède un permis du ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec. Dans cas également, le permis doit être renouvelé chaque année.
Changement, ajout ou addition d'un usage		15,00 \$.
Clôture et muret non agricole		Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)
Éolienne (Installation d'une ...)		Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)
Mur de soutènement (de un (1) mètre et plus de hauteur)		Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)
Occupation rives et littoral des cours d'eau		Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)
Piscine (creusée, hors-sol ou gonflable)		30,00 \$
Prélèvement, décapage de sols organiques		15,00 \$ par année. Renouvellement à échéance du certificat.
Réparation, rénovation, restauration	Bâtiment principal	<ul style="list-style-type: none"> - Résidentiel : 45,00 \$ - Agricole, industrielle, commerciale, autre : 50,00 \$ - Communautaire et public : 0\$
	Bâtiment accessoire	30,00 \$
Site d'extraction (carrière, sablière et gravière) et lac artificiel		100,00 \$ renouvelable aux cinq (5) ans à la date d'émission du certificat d'autorisation
Travaux de déblai, remblai		Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire). Toutefois, aucun permis distinct n'est exigé si les travaux de déblai ou de remblai s'effectuent lors de la construction ou l'agrandissement d'un bâtiment ou d'un ouvrage d'entreposage ou d'une aire de stationnement.
Usages, constructions et équipements temporaires		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
		Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)

	Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
	Gratuit (aucun certificat d'autorisation nécessaire)
	25,00 \$ lors de la demande initiale et 25,00 \$ lors du renouvellement annuel
Utilisation de la voie publique lors de travaux	Gratuit (mais certificat d'autorisation obligatoire)

CHAPITRE 3 DISPOSITIONS FINALES

SECTION 1 ENTREE EN VIGUEUR

3.1 Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

Daniel Paquette

Maire

Caroline Lamothe

Directrice générale